



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de Montpellier - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Seul établissement public de santé de l'aire urbaine de Montpellier, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier est le 7^{ème} hôpital de France en termes de ressources humaines, d'activité de soins et de recherche.

Associé à la faculté de médecine de l'université de Montpellier et intégré au sein d'un environnement de structures de recherche publiques et d'entreprises innovantes, il forme un campus hospitalo-universitaire d'excellence.

Absents des plans de soutien à l'investissement « *Hôpital 2007* » et « *Hôpital 2012* », les bâtiments du CHU ont vieilli progressivement jusqu'à l'élaboration d'un premier schéma directeur immobilier, en 2013, programmant près d'un milliard d'euros d'investissement sur plus de 20 ans.

Considérant l'aggravation des risques inondations lors des phénomènes méditerranéens, l'accentuation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes caniculaires et l'obsolescence et la vétusté progressives des locaux actuels, le CHU a engagé un travail de réflexion qui a conduit à l'élaboration d'un nouveau schéma directeur immobilier, pour les deux décennies à venir, traduit dans le cadre de son « *livre blanc* » pour la modernisation et la transformation de l'hôpital universitaire.

Dans le cadre de ce vaste projet de restructuration et de modernisation, le CHU a organisé en 2019 un concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'opération dénommée « *Balmes 2* » sur l'emprise d'anciens pavillons de la Colombière appelés à être préalablement démolis.

Cette opération vise notamment à rapatrier à proximité du centre Antonin-Balmes les secteurs d'unités de soins de longue durée actuellement localisés à Bellevue, à créer une unité d'hospitalisation gériatrique renforcée ainsi qu'une unité cognitivo-comportementale. Ce projet intègre également le transfert de l'unité de soins palliatifs actuellement localisée dans le centre Paul-Lamarque ainsi que la création potentielle d'une unité d'hospitalisation tiroir indispensable pour pouvoir réaliser à terme les modernisations hôtelières des hôpitaux Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve.

Par ailleurs, le CHU envisage la création d'un bâtiment liant production de Médicaments de Thérapie Innovante (MTI), laboratoires de recherche et développement, consultation et traitement des patients, en association avec des chercheurs montpelliérains et des partenaires privés. Projeté sur le site de la Colombière, à l'interface des activités de soins et de recherches cliniques, le CHU souhaite mettre en œuvre rapidement ce projet majeur pour le pôle d'excellence médical montpelliérain.

Le site de la Colombière se situe en zone 3U1-1ew du PLU de la Ville de Montpellier qui limite la hauteur des constructions à 15 mètres par rapport au terrain naturel. Or, cette disposition s'avère particulièrement contraignante pour ces deux types d'ouvrages, particulièrement en ce qui concerne le passage des réseaux techniques et l'édification d'édicules techniques en toiture rendus nécessaires par la réglementation européenne et française pour ce type d'activité.

Afin d'accompagner pleinement le CHU dans sa stratégie de modernisation et permettre la mise en œuvre opérationnelle de ces projets, il est nécessaire d'engager la modification simplifiée du PLU de la Ville de Montpellier afin de porter, dans l'emprise de ces deux projets, la hauteur maximale des constructions à 21 mètres.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois en Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture habituelles ;
- mis en ligne sur les sites internet de la Mairie de Montpellier (www.montpellier.fr) et de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public).

Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de sa mise à disposition :

- par voie postale, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : « Monsieur le Président - projet de modification simplifiée n°5 du PLU de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : montpellierMS5@montpellier3m.fr ;
- au sein des registres mis à disposition en Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du PLU de la Ville de Montpellier telles que définies ci-avant ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156599-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.